



Ce bulletin mensuel est produit par l'UNESCO pour assurer le suivi de la culture dans les politiques publiques dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Il met en lumière les avancées dans les contextes régionaux et nationaux ainsi que les débats émergents portant sur la contribution de la culture au développement durable. À partir d'une diversité de sources, le bulletin fournit un aperçu global des tendances en matière de politiques culturelles aux niveaux national, régional et international et des voies par lesquelles les pays inscrivent la culture dans les autres champs des politiques publiques.

SOMMAIRE

EN UN COUP D'OEIL • **FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES** • **À L'HORIZON** • **PERSPECTIVES RÉGIONALES** • **LA CULTURE DANS LE PROGRAMME 2030** • **EN SAVOIR PLUS**

À PARAÎTRE !



The Tracker en espagnol
avec le généreux soutien du ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine du Gouvernement du Chili

EN UN COUP D'OEIL

Forte d'une nouvelle résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la culture pour le développement mettant en lumière la résilience et l'impact de la culture en faveur de la relance des pays, de l'inclusion historique de la culture dans une déclaration des leaders du G20 le déploiement des Indicateurs Culturels 2030. Une inspiration nouvelle s'est emparée du débat mondial sur le rôle central de la culture dans la construction d'un avenir meilleur. Néanmoins, ce rôle demeure insuffisamment exploré.

Ce mois-ci, **À l'horizon** retrace une historique du plaidoyer sur la culture et son ancrage dans le large spectre du développement durable, et explore les principaux champs des politiques publiques dans lesquels la culture constitue un moteur de progrès.

La rubrique **Focus sur les politiques culturelles** passe en revue les dernières innovations en matière de politiques culturelles dans le monde portant notamment sur le rôle transversal de la culture dans les politiques publiques, tandis que la rubrique **Perspectives régionales** fait le point sur les processus régionaux, et comprend un focus spécial dédié à la Biennale de Luanda.

La rubrique **La culture dans le Programme 2030** met en lumière des exemples du rôle de la culture dans les politiques de santé, de sécurité alimentaire et de réduction des risques de catastrophes dans les Examens nationaux volontaires (ENV) des États membres. En outre, elle fournit des informations sur le premier atelier de la Plateforme inter-agences de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable.

En savoir plus présente les dernières informations concernant le positionnement de la culture dans les processus de développement durable.



La culture

contribue à la réalisation de chacun des



Objectifs de développement durable comme le démontrent les Examens nationaux volontaires

Étude de l'UNESCO sur la culture dans les ENV, 2021

Atlas, Dieu de la mythologie grecque antique
Adwo/Shutterstock.com*



FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES

Cette section met en lumière une sélection des dernières évolutions en matière de politiques culturelles. Alors que les mesures de réaction à l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur le secteur culturel devraient stimuler les ajustements des politiques publiques culturelles tout au long de l'année 2021, certains signes positifs montrent que les pays passent de mesures de relance à des stratégies à plus long terme pour renforcer la résilience de leur secteur culturel.

Le ministère de l'Information et du Développement Social du **Kazakhstan** a annoncé que 250 nouvelles infrastructures culturelles seraient construites dans le pays à l'horizon 2025, dans le cadre du projet national visant à étendre les équipements culturels aux villages et aux zones reculées.



Pikoso.kz/Shutterstock.com*



adel awad abdallah/Shutterstock.com*

En **Arabie saoudite**, le Fonds de développement culturel (Cultural Development Fund, en anglais) a permis le lancement d'un premier programme de financement visant à fournir un soutien aux projets du secteur culturel et permettre d'initier le développement d'entreprises dans des domaines aussi variés que la production cinématographique, le patrimoine et les antiquités, la recherche et les études culturelles, le soutien aux infrastructures, l'éducation, la formation et les résidences d'artistes, la transformation numérique, et le marketing des œuvres culturelles.

L'Assemblée nationale des **Seychelles** a approuvé, en octobre dernier, un projet de loi portant sur la création d'un Institut national pour la culture, le patrimoine et les arts. Inauguré dans le cadre des activités marquant le festival créole, ce nouvel institut a pour mission d'assurer la stabilité, la continuité et la pérennité du développement et de la gestion du secteur culturel aux Seychelles. Le pays a également révisé sa politique culturelle nationale.



En collaboration avec le **Japon**, plusieurs départements gouvernementaux en Croatie ont installé des dispositifs sismiques d'alerte précoce et d'avertissement en cas de tremblement de terre à la cathédrale de Zagreb. Ce site du patrimoine mondial s'inscrit ainsi dans le cadre de la stratégie de réduction des risques de catastrophe du pays.



Le ministère de la Culture d'**Argentine** a lancé une compétition culturelle pour l'action environnementale, une initiative encourageant l'engagement citoyen sur les questions environnementales et climatiques par le biais de la photographie, du dessin, de la peinture, de l'écriture d'essais, de la bande dessinée, de la musique et de la création de fresques.



Dudarev Mikhail/Shutterstock.com*



La Direction de la Culture du Gouvernorat de Tafilah en **Jordanie** a lancé l'initiative culturelle « Voies » (Paths, en anglais) pour soutenir la production de films faisant la promotion de parcours touristiques reliant culture et environnement. Cette initiative permettra de préserver le patrimoine littéraire et historique tout en apportant un soutien aux créateurs locaux.



Le département pour la culture et le patrimoine du **Kenya** a annoncé un projet ayant pour objectif de tirer le plein potentiel des festivals pour la promotion du patrimoine culturel du pays, en reconnaissance du rôle que les festivals jouent en faveur de la promotion des biens culturels et des expressions des communautés locales, ainsi que du développement économique.



Guerrier masai jouant du cor traditionnel
Anna Om/Shutterstock.com*

L'Administration du patrimoine culturel de la **République de Corée** a partiellement révisé sa loi de 1962 sur la protection du patrimoine culturel, pour élargir les critères de désignation des « trésors nationaux » afin de mieux les aligner sur les critères du patrimoine mondial de l'UNESCO.



wittaya photo/Shutterstock.com*



L'**Ukraine** a lancé une consultation publique pour l'élaboration d'un projet de stratégie et de cartographie pour le développement des industries créatives. Cette stratégie sera la principale politique de l'État en matière d'industries créatives – qui contribuent à 4 % de l'économie nationale – et se concentrera sur le design, la mode, les arts 'populaires et l'artisanat, l'industrie de la musique et les concerts ainsi que l'édition de livres.

Le ministère de l'Entreprenariat, du Divertissement et du Développement des talents de **Saint Kits et Nevis** a réuni des représentants du gouvernement et plus de 120 musiciens, photographes, promoteurs d'événements, DJ, danseurs et autres professionnels du secteur créatif pour la première étape de consultations publiques du pays avec le secteur créatif, avec pour objectif de façonner l'avenir de l'industrie créative.





Le ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture de **Malaisie** a lancé une nouvelle politique culturelle nationale en direction des secteurs des arts, de la culture et du patrimoine, en reconnaissance du rôle de la culture comme moteur de développement économique et social.

Rawpixel.com/Shutterstock.com*



En **Iraq**, le Festival international de Babylone (Babylon International Festival, en anglais) s'est tenu pour la première fois depuis près de 20 ans dans l'ancienne ville de Babylone, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le Festival a mis à l'honneur les danses traditionnelles, la musique et les arts, et a réuni des artistes locaux ainsi que de dizaines de pays autour du monde dont la Jordanie, la Serbie, et la Fédération de Russie.



Le ministère des Sports, de la Culture et de Affaires de la Jeunesse d'**Eswatini** a officiellement lancé la campagne « 50 premiers vaccinés » (First 50 Vaccinated, en anglais) pour laquelle le gouvernement distribuera 50 billets gratuits pour assister à une sélection d'événements culturels, en échange de certificats de vaccination, afin de soutenir l'industrie des arts.



Daniel Andis/Shutterstock.com*

Un conseil spécialisé du ministère de la Culture et du Tourisme de la **Turquie** a émis des « cartes d'identité d'artistes » à 345 personnes ayant été reconnues comme experts des arts traditionnels et de l'artisanat. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie plus large du pays visant à sauvegarder son patrimoine culturel immatériel.

Le ministère de la Culture de la **République Dominicaine** a délivré des certificats à des élèves, des entrepreneurs et des professeurs, de différents domaines de l'artisanat, par le biais du Centre national de l'artisanat. Ce dernier se consacre à la formation des jeunes dans les différents domaines de l'artisanat dominicain.





FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES

Le Président de la République de la Côte d'Ivoire a signé 15 décrets pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des artistes et des créateurs d'œuvres de l'esprit, dont le décret sur le droit d'auteur.



Yan Krukov/Pexels.com

Le ministère de la Justice, de la Communication et des Affaires étrangères de Tuvalu a lancé le projet « L'Avenir maintenant » (Futur Now, en anglais) sur la résilience au changement climatique, qui fait état des efforts déployés au niveau national en faveur de la numérisation et de la préservation de documents historiques, d'enregistrement des pratiques culturelles et d'autres textes, images ou multimédias importants, qui doivent être protégés face aux catastrophes d'origine climatique.



Aruba a accueilli le Forum national Immerse (Immerse Forum, en anglais), qui a réuni le secteur privé, des ONG, des institutions publiques, des étudiants, des entrepreneurs et des investisseurs afin d'accélérer l'innovation créative et culturelle, et a notamment abordé les manières dont les nouvelles technologies et la transition numérique soutiennent le développement du secteur culturel.



Le Conseil de la culture de Lituanie a ouvert un appel à candidatures pour le financement de projets artistiques, en se concentrant particulièrement sur les initiatives liées à l'art et au bien-être et à l'éducation culturelle, ainsi qu'au développement professionnel des artistes et des professionnels de la culture.



Au Sri Lanka, le Conseil national de l'artisanat et le Département postal national ont uni leurs forces pour faciliter la vente en ligne de produits artisanaux de fabrication locale, sur les marchés locaux et internationaux via une plateforme numérique.



pzAxe/Shutterstock.com*





La culture, le socle du développement durable



Dieu Atlas de la mythologie grecque antique
Adwo/Shutterstock.com*

“

Face aux fractures mondiales et à la paralysie de certaines plateformes institutionnelles, [la culture] constitue un langage commun qui fait tomber les barrières » a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, en ouvrant les travaux du Forum des ministres de la culture de l'UNESCO en 2019. Les 130 ministres présents se sont exprimés d'une seule voix et ont affirmé que le moment est désormais venu de tirer le plein potentiel du pouvoir de la culture au service d'un avenir plus durable pour tous. Les ministres ont mis en lumière le rôle de la culture pour relever les défis contemporains, tels que la lutte contre la fragmentation sociale, le changement climatique, l'accès inégal aux nouvelles technologies, ou encore la recrudescence des conflits. De manière unanime, ils ont reconnu que le secteur culturel – plus que tout autre domaine des politiques publiques – a la capacité d'adapter ses modèles au fil du temps, en s'appuyant sur le dynamisme de la culture qui la caractérise.

Les importantes ramifications de la crise sanitaire mondiale ont fait éclater au grand jour l'urgence d'une transformation des relations internationales, d'une dynamique de compétition vers une coopération resserrée, ainsi que la nécessité d'un multilatéralisme raffermi. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, invitant à renforcer les efforts à l'échelle internationale. Ce dernier appelle à protéger nos biens les plus précieux, nos biens en partage, nos « biens publics mondiaux ». À travers ce document de réflexion, intitulé « Notre programme commun », le Secrétaire général des Nations Unies présente un plan d'avenir – basé sur une large consultation auprès d'1,5 million de personnes – une projection ambitieuse sur les 25 prochaines années partant du constat que « notre bien-être, voire la permanence de la vie humaine, dépend désormais de notre capacité à travailler efficacement ensemble, par-delà les frontières et les secteurs, pour gérer de nombreux risques partagés et atteindre un ensemble vital d'objectifs communs ». Parmi ces biens communs, la culture y figure.



L'impact de la contribution transversale de la culture aux différents domaines politiques du développement durable est reconnu depuis plus de 40 ans. Si la pandémie de COVID-19 a entraîné la mise à l'arrêt à l'échelle mondiale du secteur culturel, ce n'est pas seulement sa fragilité qui a été exacerbée, c'est également sa forte résilience et son rôle vital dans tous les secteurs d'activité. La culture a notamment permis le lancement d'importantes campagnes de sensibilisation à la santé publique et l'apaisement de traumatismes collectifs. La culture fait à nouveau l'objet d'une attention particulière dans le cadre de débats sur les politiques publiques à l'échelle internationale. Dans la perspective de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable, Mondiacult 2022, qui se tiendra à Mexico en septembre prochain, le concept de culture en tant que bien public mondial – une source de sens et d'énergie, de créativité et d'innovation – ouvre de nouvelles possibilités prometteuses pour renforcer le rôle moteur de la culture pour le développement social et la croissance économique, et plus globalement pour forger de nouvelles perspectives pour la durabilité dans le cadre de la réalisation de notre « ensemble vital d'objectifs communs ».

Faire bouger les lignes du développement international

Les lignes du discours international sur le développement ont connu une inflexion, passant d'une réflexion centrée sur la croissance économique jusqu'aux années 1970, à des modèles davantage axés sur les personnes. Les politiques culturelles ont évolué dans ce paysage, souvent en le façonnant. La Conférence Mondiacult, qui s'est tenue en 1982, a affirmé que « le développement devrait désormais être fondé sur les valeurs culturelles des sociétés et sur le plus grand respect de la personnalité de chacune d'entre elles et qu'il devrait donc être centré sur les humains et sur les communautés auxquelles ces individus appartiennent ». La Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) a permis de mener plusieurs réflexions sur ce rôle fondamental mais également de développer de nouveaux outils pour renforcer la « première génération » d'instruments normatifs internationaux, sous la tutelle de l'UNESCO, qui comprenait des conventions relatives au trafic illicite de biens culturels et au patrimoine mondial, notamment en période de conflit. L'ancrage des politiques culturelles comme « l'une des composantes essentielles des stratégies de développement » fut l'un des acquis de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, qui s'est tenue à Stockholm, en Suède, en 1998. Cet objectif a été le précurseur du mot d'ordre selon lequel « il n'existe pas de formule unique » pour l'élaboration des politiques de développement durable, invoquant la nécessité de modèles « endogènes ». Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, l'UNESCO et la communauté internationale ont élaboré de nouveaux instruments normatifs relatifs au patrimoine immatériel, à la diversité des expressions culturelles, au patrimoine culturel subaquatique et à la diversité culturelle, qui ont élargi la « boîte à outils » conceptuelle de la contribution de la culture au développement durable, notamment en adoptant une approche davantage axée sur les personnes.

Pendant plus de dix ans, l'Assemblée générale des Nations Unies a progressivement ancré la contribution de la culture au large spectre du développement durable, notamment par le biais de résolutions spécifiques sur « la culture et le développement » (2010 et 2011). Lors d'un événement de haut niveau à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013, le Secrétaire général de l'époque, Ban Ki-Moon, a estimé que « trop de programmes de développement bien intentionnés ont échoué parce qu'ils ne tenaient pas compte des contextes culturels ». Les résolutions ultérieures de l'Assemblée générale sur « la culture et le développement durable » (2013, 2014, 2015, 2017, et 2019) ont donné un nouvel élan à l'intégration de la culture dans les programmes des Nations Unies dans les pays, comme l'illustrent les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), alors qu'en 2008, moins de 30% d'entre eux mentionnaient la culture, ce chiffre était passé à 70% en 2013.



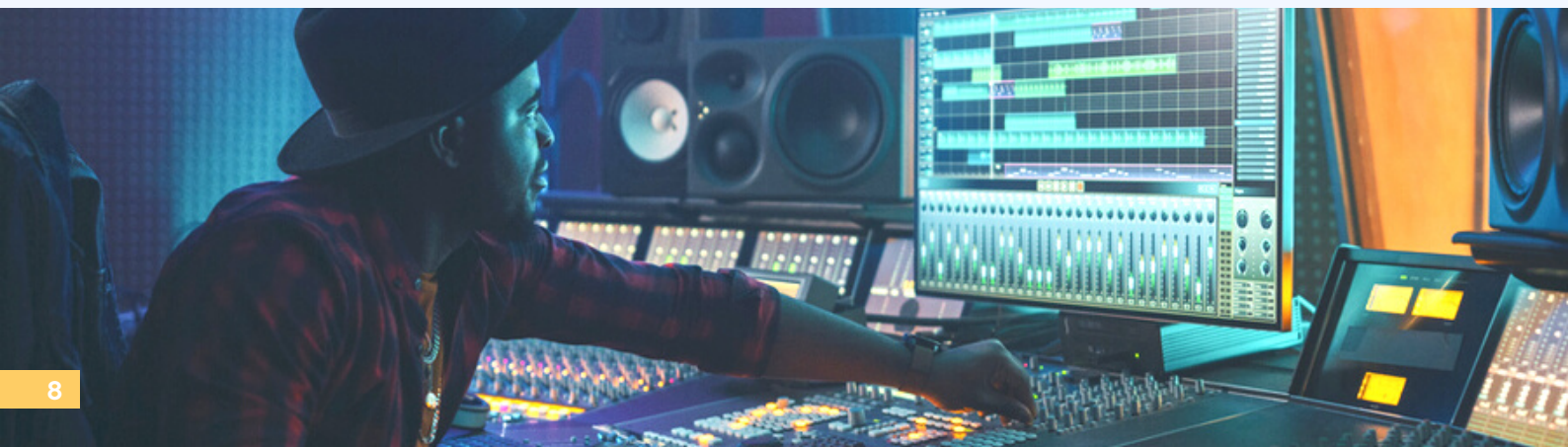
La Déclaration de Hangzhou : Mettre la culture au cœur des politiques de développement durable a davantage affiné la typologie des manières dont la culture contribue au développement durable. La Déclaration souligne, tout d'abord, que la culture devrait être considérée comme un catalyseur fondamental de la durabilité en raison de son « pouvoir extraordinaire », particulièrement lorsqu'elle est axée sur les approches centrées sur les personnes et les lieux, intégrées dans les programmes de développement et les initiatives de consolidation de la paix. Par ailleurs, en raison des contributions spécifiques qu'elle peut apporter en tant que capital de connaissances et secteur d'activité, la culture devrait également être considérée comme un moteur de développement inclusif, social, culturel et économique, et un levier au service de l'harmonie, de la durabilité environnementale, de la paix et de la sécurité.

Le Programme des Nations Unies de développement durable à l'horizon 2030 établit une vision commune en direction d'un monde plus juste et plus durable. Celui-ci « reconnaît la diversité naturelle et culturelle du monde et admet que toutes les cultures et civilisations peuvent contribuer au développement durable, dont elles sont des éléments indispensables ». En outre, les recherches de l'UNESCO démontrent de manière concrète que la culture contribue à chacun des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Dans leurs Examens nationaux volontaires soumis à l'ONU, les pays y mentionnent plusieurs exemples concrets sur la contribution de la culture à la réalisation des ODD. La culture est également intégrée dans les cadres de coopération pour le développement durable des Nations Unies (qui remplacent les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement), les bilans communs de pays des Nations Unies et les plans nationaux d'impact et de relance des suites de la pandémie de COVID-19, bien que souvent à un degré insuffisant.

La culture retrouve une place centrale dans le développement durable

L'éclatement de multiples crises mondiales et l'exacerbation des lignes de faille systémiques de l'ordre international ont, une nouvelle fois, ravivé un intérêt pour renforcer le rôle de la culture au service du développement durable. En avril 2020, 130 ministres de la culture ont participé à une réunion en ligne organisée par l'UNESCO afin d'échanger sur la façon de renforcer la résilience du secteur culturel, qui s'est montré particulièrement vulnérable face aux mesures de confinement à l'échelle mondiale. Des organisations intergouvernementales régionales et des banques de développement ont également promis leur soutien au secteur culturel lors d'une réunion en ligne, soulignant l'importance économique de la culture, ainsi que le rôle fondamental que joue cette dernière en faveur de la résilience, du maintien de l'espoir et de l'inclusion sociale. L'Assemblée générale des Nations Unies a désigné 2021 Année internationale de l'économie créative pour le développement durable, à l'initiative de l'Indonésie, afin de rendre le secteur créatif plus résilient face aux crises futures et concevoir des politiques culturelles mieux alignées sur le Programme 2030, tandis que l'Union africaine a déclaré 2021 Année des arts, de la culture et du patrimoine.

Gorodenkoff/Shutterstock.com





Pour la première fois de l'histoire, les dirigeants mondiaux, qui se réunissaient à Rome, en Italie, à l'occasion du Sommet du G20 2021, en octobre dernier, se sont engagés à mettre la culture au cœur des priorités dans les stratégies de relance post-COVID-19, et de l'intégrer, plus largement, dans les efforts du groupe économique pour soutenir le progrès économique et social. Il s'agit du point culminant d'efforts déployés au cours d'une année qui positionne clairement la culture dans les cadres de développement durable et reflète la déclaration sans précédent des ministres de la Culture adoptée en juillet 2021. Cette déclaration s'appuie sur l'élan impulsé par l'Arabie Saoudite qui a introduit la culture au programme du G20 pour la première fois en 2020. La Résolution sur la culture et le développement durable de l'Assemblée générale de l'ONU adoptée ce mois-ci envoie également un signal fort sur le rôle de la culture dans la reconstruction de sociétés plus résilientes. Elle renforce considérablement les efforts internationaux visant à exploiter la culture pour l'élaboration de politiques dans l'ensemble du spectre des politiques publiques, en renforçant son rôle transversal, avec des références explicites à la culture pour l'inclusion sociale – en particulier en direction des jeunes, des femmes et des peuples autochtones – ainsi qu'aux questions liées à la transformation numérique, à la durabilité environnementale et aux synergies entre la culture et l'éducation.



Rappelant la valeur intrinsèque de la culture, nous soulignons son rôle, celui des professionnels et des entreprises des secteurs culturel et créatif, comme moteurs du développement durable, pour soutenir la résilience et la régénération de nos économies et de nos sociétés, soulignant l'importance des efforts internationaux pour sauvegarder et promouvoir la culture, l'UNESCO ayant un rôle clé à jouer... »

Déclaration finale du Sommet des dirigeants du G20, octobre 2021



Massimiliano De Giorgi - G20/PCM
Ministère italien de la culture et le G20 en Italie

Une vision partagée de la culture en faveur d'un impact renforcé des politiques publiques

Les travaux sur les liens entre la culture et les autres champs des politiques publiques se sont développés à des rythmes différents, certains étant déjà fermement ancrés dans les cadres politiques aux échelles internationale, régionale et nationale. Dans le but de renforcer les synergies entre la culture et les autres domaines politiques, l'UNESCO a récemment appelé ses agences sœurs, les organisations internationales et les banques de développement à fédérer les efforts pour renforcer ce travail, conformément à l'objectif de la réforme de l'ONU portant sur le développement de réflexions partagées pour renforcer l'impact des actions sur le terrain. La Plateforme interagences sur la culture pour le développement durable, lancée en mai 2021 par l'UNESCO, se concentre sur trois grands champs de réflexion – les inégalités, le changement climatique et la consolidation de la paix – en vue de tirer parti de la culture pour la mise en œuvre des ODD, ainsi que d'identifier les pistes de coopération possibles.



Dans un monde marqué par des disparités croissantes, la réduction des inégalités est au cœur des préoccupations du Programme 2030, dont la devise est de « ne laisser personne pour compte ». La force motrice de la culture pour la création d'opportunités d'emploi est bien documentée, particulièrement à travers l'économie créative et le tourisme culturel, y compris pour les groupes autrement exclus. Elle contribue également au travail décent. À la lumière de la pandémie, le mouvement ResiliArt a relancé un dialogue mondial sur l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la culture et de la création, renforçant les efforts déployés de longue date par l'UNESCO et l'Organisation internationale du travail, notamment par le biais de la Recommandation de l'UNESCO de 1980 sur la condition de l'artiste. Il est donc particulièrement important de stimuler l'enseignement et la formation techniques et professionnels dans les secteurs de la culture et de la création, y compris dans le cadre de l'éducation non formelle, pour favoriser l'emploi et l'esprit d'entreprise dans le secteur culturel, d'autant que les jeunes de 15 à 29 ans sont plus nombreux à travailler dans ce secteur que dans tout autre domaine d'activité économique. Des inégalités existent également dans l'espace en ligne. L'UNESCO a élaboré en 2017 des lignes directrices dans l'espace numérique pour assurer la diversité des expressions culturelles en ligne, ainsi que la Recommandation de l'UNESCO de 2021 sur l'éthique de l'intelligence artificielle liée aux implications, par exemple, des expressions culturelles créées par l'IA.



Comme le relève le préambule de la Constitution de l'UNESCO, une paix durable repose sur le renforcement de la culture et de l'éducation « pour construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes ». La récente publication de l'UNESCO sur les Futurs de l'éducation repense la façon dont la connaissance et l'apprentissage peuvent façonner le futur de l'humanité et de la planète, en mettant l'accent sur l'impact du contexte culturel sur les résultats de l'enseignement en fournissant un contenu et un contexte pertinents. L'éducation artistique et culturelle constitue une importante clé d'entrée, tout comme la transmission intergénérationnelle du patrimoine culturel immatériel, pour encourager l'inclusion sociale, fondement de la construction de sociétés pacifiques. L'Agenda de Séoul, adopté en 2010, établit un cadre clair pour tirer parti de l'éducation artistique pour les enfants, les jeunes, et l'apprentissage tout au long de la vie, et l'UNESCO insuffle une nouvelle dynamique aux réflexions mondiales et au regain récent d'investissements dans ce domaine, particulièrement à la lumière de la pandémie de COVID-19. L'UNESCO, aux côtés de ses partenaires, intensifie ses efforts dans le domaine de l'éducation culturelle et artistique, et travaille à l'organisation d'une Conférence mondiale sur l'éducation artistique en 2023.



Les liens entre la culture et le changement climatique sont également clairement établis. Les sites désignés de l'UNESCO, notamment les sites du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux, protègent 10 millions de kilomètres carrés de sites culturels et naturels dans le monde, contribuant ainsi à l'action climatique. Le patrimoine vivant, en particulier les savoirs autochtones, est une source essentielle de résilience qui fournit des stratégies d'adaptation, notamment à travers les techniques traditionnelles de gestion de l'eau et de la terre.





Les villes sont aux avant-postes en matière de créativité et d'innovation pour promouvoir des modes de production et de consommation plus durables, ainsi que des approches et matériaux innovants en s'appuyant sur la créativité et le design. Les approches fondées sur la culture peuvent accompagner les négociations climatiques en mettant en avant les valeurs partagées et le bien commun, au-delà des intérêts divergents, tandis que les musées sont des espaces de dialogue essentiels. L'UNESCO coopère étroitement avec la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et l'Organisation météorologique mondiale, en particulier avec les processus de la COP pour renforcer ces liens. Pour la première fois, la culture a été pleinement intégrée aux récentes négociations de la COP 26 à Glasgow, au Royaume-Uni, notamment grâce à un événement de haut niveau, organisé par l'Union européenne à l'initiative de la Grèce, sur l'interconnexion et l'interdépendance entre notre patrimoine - naturel et culturel - et les impacts du changement climatique, lors duquel la Directrice générale de l'UNESCO a pris la parole.

La culture au service de la santé et du bien-être

Si la nécessité d'ancrer la culture dans le spectre des politiques publiques est aujourd'hui plus clairement établie, certes à des degrés divers, la réflexion sur le rôle de la culture dans d'autres domaines des politiques publiques commence à émerger de façon plus affirmée. « L'occultation systématique de la culture dans le domaine de la santé et des soins est l'un des obstacles principaux à l'avancée de la santé à l'échelle mondiale », admet l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans une note d'orientation intitulée La culture compte. Le Programme 2030 a fourni un élan nouveau à l'OMS pour mettre l'accent sur la notion de bien-être en valorisant les valeurs et les voies alternatives propices à l'engagement des groupes marginalisés. En prêtant attention au contexte culturel, l'OMS révèle les différences dans des systèmes de valeurs autrefois jugés universels et met en lumière les facteurs déterminants, tels que le statut socio-économique, les conditions environnementales, l'âge, le genre, la religion, l'orientation sexuelle et le niveau d'éducation. Des facteurs tels que l'influence de la famille élargie, le maintien de l'harmonie des relations, les préjugés au regard de certaines conditions telles que la santé mentale, des croyances philosophiques ou religieuses, ou encore les perceptions liées aux figures d'autorité, peuvent influencer l'interaction d'un patient avec le système de soins. La méthodologie des Cercles d'histoire soutient les professionnels, notamment dans le domaine de la santé, pour développer des compétences interculturelles et faire face à des écueils potentiels. Par ailleurs, les connaissances traditionnelles liées à la médecine sont de plus en plus reconnues comme traitements, y compris des éléments de la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, tels que l'acupuncture ou le massage thai.

Nilia Newsom/Shutterstock.com*





À L'HORIZON

La pandémie de COVID-19 a également mis en lumière le rôle essentiel de la culture et de la créativité pour la santé et le bien-être. Face aux mesures de confinement prises à travers le monde au début de la crise sanitaire, nombreux sont ceux qui se sont tournés vers la culture - films, livres, musique ainsi qu'événements culturels et expositions en ligne - comme source de réconfort et de guérison. Une étude ayant suivi plus de 72 000 adultes au Royaume-Uni depuis le début de la pandémie a révélé que ceux et celles qui participaient à des activités artistiques, pendant au moins 30 minutes par jour, présentaient des niveaux d'anxiété et de dépression moins élevés. En septembre 2021, des médecins de Bruxelles, en Belgique, ont pris l'initiative de prescrire des ordonnances pour des visites gratuites de musées au bénéfice de patients souffrant de stress, reprenant ainsi un programme lancé avec succès à Montréal, au Canada, en 2018. Les artistes se sont également mobilisés pour sensibiliser aux mesures sanitaires liées à la COVID-19, comme l'illustre la campagne #DontGoViral de l'UNESCO en Afrique. En février 2022, l'UNESCO et l'OMS organiseront un événement sur le thème « Le pouvoir de guérison de la culture et de la créativité » (The Healing Power of Culture and Creativity en anglais).



Seulement 30 minutes d'activité artistique par jour pendant la pandémie ont permis de réduire les niveaux d'anxiété et de dépression chez 72 000 adultes.

vientocuatroestudio/Shutterstock.com*

University College de Londres.

Au fil de décennies d'expérience dans des contextes de post-conflit et de post-catastrophe, l'UNESCO a expérimenté la façon dont la culture et la créativité peuvent aider les individus comme les communautés à guérir des traumatismes. Sous l'égide de l'Organisation, la reconstruction communautaire des célèbres mausolées en terre de Tombouctou, détruits par des extrémistes en 2012 au Mali, a contribué à promouvoir la réconciliation et la résilience. Parallèlement, les arts du spectacle ont été exploités pour favoriser la guérison et la résilience des personnes déplacées à Port-au-Prince après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, tandis qu'un projet du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Angola fait également appel au chant et à la danse dans le cadre de l'engagement communautaire des réfugiés congolais. En effet, selon un rapport publié par l'OMS en 2019, des recherches menées au cours des 20 dernières années montrent que les arts ont un impact sur l'amélioration de la santé et du bien-être, qu'il s'agisse de soutenir le développement de l'enfant, de promouvoir des comportements sains, de prévenir et de gérer les maladies mentales ou de soutenir des soins renforcés et de fin de vie.



Sécurité alimentaire : De la ferme à la fourchette (ou à la cuillère ou aux baguettes)

L'alimentation recoupe différents domaines des politiques publiques, de la santé à la nutrition, en passant par l'environnement et l'économie locale, et les produits de la chapine alimentaire sont également étroitement dépendants du contexte culturel. Les tâches liées à l'approvisionnement et à la préparation des repas, la façon dont nous les partageons et les messages qu'ils véhiculent sont autant d'aspects essentiels qui définissent notre conception de la nourriture. En effet, manger nous enracine dans des communautés partageant goûts, habitudes et histoires collectives. La liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO reconnaît plusieurs éléments liés aux pratiques alimentaires. Par exemple, la diète méditerranéenne, décrite comme un « ensemble de savoir-faire, de connaissances, de rituels, de symboliques et de traditions qui concernent les cultures, les récoltes, la cueillette, la pêche, l'élevage, la conservation, la transformation, la cuisson et, tout particulièrement, la façon de partager la table et de consommer les aliments » a été inscrite dans la liste en 2013, à l'initiative de Chypre, de la Croatie, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie et du Portugal. On peut également citer la tradition culinaire des Japonais, le Washoku, la cuisine traditionnelle mexicaine, le repas gastronomique des Français, le Kimchi coréen et le couscous d'Algérie, de Mauritanie, du Maroc et de Tunisie. Conscients de la nécessité d'une approche des politiques nutritionnelles fondée sur la culture, des pays comme le Brésil ont élaboré des directives alimentaires nationales holistiques en s'appuyant sur des sources très diverses, telles que l'anthropologie, la gastronomie et l'engagement citoyen.



8,9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim.

FAO

Tatiana Bralnina/Shutterstock.com*

La sécurité alimentaire devient une question de plus en plus importante pour les Nations unies. Les estimations actuelles montrent que près de 690 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, souffrent de la faim, alors que les conséquences du changement climatique se font de plus en plus sentir. Au cours du siècle dernier, les systèmes alimentaires ont subi une transformation importante en raison des progrès technologiques, de l'utilisation massive de combustibles fossiles, des tendances migratoires et de l'urbanisation croissante. La production alimentaire est responsable d'une grande partie des émissions mondiales de gaz à effet de serre, tandis que nous gaspillons un tiers de la nourriture que nous produisons, soit 1,3 milliard de tonnes. Le tout premier Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, tenu en septembre 2021, a recueilli près de 300 engagements de la part de centaines de milliers de personnes du monde entier pour transformer les systèmes alimentaires. En 2016, l'ONU a désigné le 18 juin comme étant la Journée internationale de la gastronomie durable, reconnaissant la gastronomie comme une expression culturelle ancrée dans la diversité naturelle et culturelle du monde.



Le renforcement des liens entre l'alimentation et la culture contribue au développement durable, à travers notamment la sauvegarde de la riche diversité des pratiques alimentaires dans le monde.

Plusieurs paysages agricoles inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO témoignent de la capacité ingénieuse des générations passées et présentes à s'adapter à leur environnement pour produire de la nourriture, comme l'illustrent la culture du taro en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les systèmes de riz dans les chaînes de montagnes des Philippines, les oasis de palmiers-dattiers en Mauritanie, les plantations de café à Cuba et en Colombie, les terrasses en pierre des hauts plateaux de Konso en Éthiopie, ainsi que les vignobles en Hongrie et en Afrique du Sud. En établissant le concept des Systèmes ingénieux du Patrimoine agricole (SIPAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) identifie tout « système vivant et évolutif de communautés humaines en relation complexe avec leur territoire, leur paysage culturel ou agricole ou leur environnement biophysique et social au sens large ». En effet, les connaissances locales et traditionnelles associées à de nombreux sites du patrimoine mondial sont porteuses d'enseignements clés pour la production alimentaire future, comme le système « subak » de gestion de l'eau à Bali, en Indonésie, ou encore le système d'irrigation Al-Aflaj des Émirats Arabes Unis, qui figure sur la liste du patrimoine vivant de l'UNESCO. La pandémie de COVID-19 a également suscité un intérêt accru pour la production alimentaire urbaine et des exemples tels que le quartier des maraîchers de Bamberg, ville allemande du Moyen Âge inscrite au patrimoine mondial, peuvent également servir de modèle pour la sécurité alimentaire locale.



À l'initiative de l'Italie, les États membres de l'UNESCO ont reconnu en 2019 l'importance de l'alimentation et de la culture pour le développement durable et ont adopté la

Déclaration de Parme à l'occasion du Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et la nourriture, dont le thème principal était « Culture et alimentation : stratégies innovantes pour le développement durable ».

La déclaration souligne la nécessité de renforcer les liens entre la culture et l'alimentation pour la durabilité environnementale, en sauvegardant l'identité culturelle pour accompagner les processus de transformation sociale et économique. En plus d'explorer le rôle du patrimoine culturel et du patrimoine vivant, les délégués ont également attiré l'attention sur le rôle de la gastronomie créative en tant que partie intégrante des solutions pour la sécurité alimentaire. Il existe actuellement 49 Villes créatives de gastronomie de l'UNESCO et chacune d'entre elles a adopté des stratégies et projets innovants et adaptés aux conditions locales, à l'instar de Yangzhou (Chine) qui lutte contre le gaspillage alimentaire et Zahlé (Liban) qui soutient les producteurs alimentaires locaux. En outre, la culture alimentaire continue de favoriser la communication et le dialogue interculturel, de s'adapter et d'innover – à l'exemple de la cuisine fusion macanaise –, et de constituer un moteur de développement économique et social, notamment par le biais du tourisme alimentaire, des opportunités d'emploi et de la formation technique et professionnelle.



Terrasses de riz, Banaue, Philippines, Tara Kenny/Shutterstock.com*





La culture au service de la résilience face aux catastrophes

Le changement climatique, la pression urbaine et le manque de préparation aux catastrophes transforment de plus en plus les risques naturels, tels que les tremblements de terre, les éruptions volcaniques ou les tsunamis, en événements désastreux causant des pertes économiques et en vies humaines. Selon l'ONU, d'ici 2030, la moitié de la population mondiale sera exposée aux inondations, aux tempêtes et aux tsunamis. Les catastrophes naturelles résultent de l'interaction entre les risques naturels et les populations humaines. Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, qui guide les travaux de l'ONU visant à renforcer la résilience face aux risques naturels, mentionne la culture environ 17 fois, notamment dans le contexte du patrimoine culturel. Définie dans son sens le plus large, la culture influence la manière dont les individus interprètent un danger et la manière dont ils conçoivent la réaction à celui-ci, selon qu'ils aient, par exemple, grandi dans une plaine inondable ou dans une zone sismique. Il est donc essentiel de comprendre les systèmes de croyances sous-jacents, les choix de moyens de subsistance, les mécanismes sociaux et la disponibilité pour des activités de préparation, y compris en matière d'éducation.



À l'heure actuelle, les communautés dans le monde ne tirent pas pleinement parti du potentiel de la culture pour réduire les risques de catastrophe. Des études récentes ont démontré comment le patrimoine, sous ses formes matérielles et immatérielles, peut être mis à profit afin de réduire les vulnérabilités, et donc les impacts négatifs sur les vies, les biens et les moyens de subsistance avant, pendant et après une catastrophe. Les sites de l'UNESCO (sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et Géoparcs mondiaux UNESCO) contribuent de façon significative à renforcer la résilience, non seulement en réduisant les vulnérabilités, mais aussi, dans les régions affectées, en fournissant des atouts précieux pour un développement social et économique durable pendant la phase de relèvement, en favorisant notamment les investissements, la création d'emplois ou en fournissant des ressources naturelles renouvelables, comme ce fut le cas au Népal sur le site de la Vallée de Kathmandu, patrimoine mondial de l'UNESCO, après le tremblement de terre de 2015.

La base de connaissances sur la manière dont le patrimoine culturel immatériel peut renforcer la résilience s'élargit également. L'architecture vernaculaire, par exemple, peut renforcer la résilience face aux risques. Comme on a pu l'observer lors des tremblements de terre à Bam (Iran) en 2003, les habitations traditionnelles en briques de terre et en bois ont fait relativement peu de victimes par rapport au bilan tragique des bâtiments modernes construits moins de 40 ans auparavant. De même, dans les petits États insulaires en développement du Pacifique (PEID), il a été démontré que les connaissances en matière de construction traditionnelle et les caractéristiques qui y sont associées permettent de mieux résister aux cyclones et aux inondations, comme l'attestent le Nakamal du Vanuatu, le Fale des Tonga et les maisons de réunion du vale des Fidji.



Anciennes ruines de la citadelle islamique iranienne à Bam (Arg-e Bam), Iran
Udompeter/Shutterstock.com*





D'autres connaissances et savoir-faire traditionnels visant à améliorer la prévention et l'atténuation des catastrophes se sont maintenus au fil des siècles, comme en témoigne le cas des pêcheurs des îles Andaman qui ont survécu au tsunami de 2005 parce qu'ils savaient, grâce à la connaissance transmise par leurs ancêtres, que lorsque la mer se retire, les humains doivent en faire de même. Le savoir traditionnel assure également la protection contre les incendies sur le site du temple Kiyomizu-Dera de Kyoto au Japon, site du patrimoine mondial culturel de l'UNESCO. Le Centre international (de catégorie 2) d'information et de travail en réseau sur le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique placé sous l'égide de l'UNESCO (ICHCAP) a publié d'autres recherches sur [la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et la gestion des risques de catastrophes](#).

S'ils offrent un réservoir unique de la connaissance humaine, les biens culturels et naturels du patrimoine mondial, ainsi que les pratiques du patrimoine vivant, sont de plus en plus exposés aux risques de catastrophes et pourraient subir des pertes ou des dommages irréversibles. Pourtant, de nombreux biens du patrimoine mondial ne disposent d'aucune politique, d'aucun plan ou processus établi pour gérer les risques liés aux catastrophes. De plus, les mécanismes nationaux et locaux de préparation et de réponse aux catastrophes existants ne prévoient généralement pas d'expertise en matière de patrimoine dans le cadre de leurs opérations. De ce fait, des centaines de sites sont gravement exposés à des risques potentiels. C'est pour cette raison que l'UNESCO a commencé à œuvrer, avec d'autres partenaires, pour intégrer la prise en compte du patrimoine dans les politiques de réduction des risques de catastrophes, à travers notamment la [Stratégie de 2007 pour la réduction des risques de catastrophes sur les biens du patrimoine mondial](#) et les [Principes et modalités opérationnels de 2019 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en situations d'urgence](#). Le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour le patrimoine permet à l'Organisation de répondre rapidement et efficacement aux crises résultant de conflits armés et de catastrophes causées par des risques d'origine naturelle ou humaine dans le monde entier, en intervenant dans des domaines englobant le [patrimoine culturel et naturel](#), le [patrimoine culturel mobilier](#), le [patrimoine culturel subaquatique](#), le [patrimoine culturel immatériel](#) et la [diversité des biens, services et expressions culturelles](#).





La culture pour un nouveau contrat social

L'élaboration de politiques publiques transversales et globales – au-delà des approches sectorielles – est plus que jamais nécessaire compte tenu de la complexité et de l'interdépendance des défis du développement durable. Pour que l'avenir envisagé dans le Programme 2030 pour le développement durable devienne une réalité, les liens entre les différents domaines de politique publique - de la culture et de l'éducation au développement économique et à l'action climatique - doivent être renforcés, systématisés et mesurés afin de produire des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux, et forger ainsi des modèles de développement durable plus holistiques.

Dans cette optique, l'impact transformateur de la culture sur les politiques publiques est particulièrement essentiel et de plus en plus reconnu par les décideurs des politiques publiques. La culture dépasse le champ étroitement défini de la politique culturelle, éclairant de manière plus globale les politiques environnementales, économiques et sociales, comme en témoigne la résolution récemment adoptée des Nations unies sur la culture et le développement durable. Sa contribution à d'autres domaines d'action - la santé, la sécurité alimentaire et la réduction des risques de catastrophe, par exemple - est restée jusqu'à présent relativement peu explorée, mais pourrait être amplifiée à l'avenir, compte tenu notamment de l'impact de la pandémie, qui appelle aujourd'hui à adopter des approches de développement davantage centrées sur les personnes. Toutefois, en dépit de cette reconnaissance mondiale, la culture et la créativité restent insuffisamment exploitées pour susciter un changement de mentalité et de comportement, levier essentiel face à la stagnation des avancées vers les objectifs de développement durable.

Mesurer et démontrer l'impact multiforme de la culture sur les politiques publiques reste donc une priorité pour soutenir et amplifier cet élan. Du fait de la coexistence d'approches et de méthodologies diverses pour collecter des données et constituer des faits tangibles, construire une image globale de l'impact de la culture sur le développement durable demeure un défi. Le déploiement des [Indicateurs Culture|2030](#), actuellement en cours dans 13 pays, contribuera, à cet égard, à accroître la visibilité du rôle transversal de la culture dans le développement. Combinant une palette de données, y compris des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, ils s'appuient autant que possible sur des sources de données existantes (Institut de statistique de l'UNESCO, instituts statistiques nationaux et rapports périodiques des conventions sur la culture) et contribueront à établir une plus grande base de données témoignant du rôle transversal de la culture, ainsi qu'à guider les politiques publiques aux niveaux nationaux et urbains.

Dans la perspective de Mondiacult 2022, l'appel du Secrétaire général des Nations unies à « renouveler le contrat social entre les gouvernements et leurs peuples et au sein des sociétés », exprimé dans [notre Programme commun](#), devrait faire écho à cette vision. Ce dernier encourage l'adoption d'une approche globale des droits humains, dans laquelle les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, caractérisés par l'indivisibilité et l'universalité, se renforcent mutuellement et contribuent à renforcer les dispositifs de gouvernance, et ce au service de l'intérêt public dans différents domaines tels que la santé et l'éducation. Par ailleurs, le Secrétaire général appelle à identifier les « biens publics mondiaux » qui déterminent le bien-être de l'humanité dans son ensemble. Des cadres normatifs internationaux, à l'instar de la [Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001](#), reconnaissent déjà la diversité culturelle - en tant que source d'échanges, d'innovation et de créativité - comme étant « aussi nécessaire à l'humanité que la biodiversité l'est à la nature ». La culture a de plus en plus démontré son importance vitale en tant que ressource renouvelable permettant à l'humanité de s'adapter à un monde en mutation.



Jackson David/Pexels.com

BIENNALE DE LUANDA

Le Forum panafricain pour la culture de la paix

27 nov. - 2 déc.

La 2^e édition du Forum Panafricain pour la culture de la paix, la « Biennale de Luanda », s'est ouverte le 27 novembre à Luanda, en Angola, sous le thème « Renforcement du mouvement panafricain pour une culture de la paix et de la non-violence : Vers un partenariat mondial ». Organisée conjointement par l'UNESCO, l'Union africaine (UA) et le gouvernement de l'Angola, en collaboration avec l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO), l'évènement a réuni des représentants de gouvernements, de la société civile, des communautés artistique et scientifique, des organisations internationales, et plus de 100 jeunes venus de 49 pays africains et 13 pays de la diaspora, jusqu'à sa clôture, le 2 décembre.

L'objectif de la Biennale de Luanda est de promouvoir la prévention de la violence et la résolution des conflits en stimulant les échanges culturels en Afrique, le dialogue entre les générations et la promotion de l'égalité des genres. En tant qu'espace pour la réflexion et la diffusion d'œuvres artistiques, d'idées et de bonnes pratiques liées à la culture de la paix, la Biennale rassemble une large diversité d'acteurs notamment des représentants de gouvernements et de la société civile.



Organisée dans le cadre du thème de l'année de l'Union africaine « Arts, culture et patrimoine : Leviers pour l'Afrique que nous voulons », elle s'axe sur quatre thématiques majeures :

1. **la contribution des arts, de la culture et du patrimoine à une paix durable** ;
2. **l'engagement des jeunes comme acteurs des transformations sociales pour la prévention des conflits et le développement durable** ;
3. **l'Afrique et ses diasporas face aux conflits, aux crises et aux inégalités** ;
4. **exploiter le potentiel des océans pour le développement durable et la paix**.

La Biennale de Luanda contribue aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA, à la Charte de la renaissance culturelle africaine, et à l'Année internationale de l'économie créative au service du développement durable, ainsi que du Plan d'action de l'UNESCO pour une culture de la paix en Afrique – « Make Peace Happen ».



Giorgia Doglioni/Unsplash.com

L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALESCO) a organisé le [Forum régional sur l'économie culturelle numérique](#) (Regional Forum on Digital Cultural Economy, en anglais) du 21 au 23 octobre, en Tunisie. Le Forum a appelé les pays arabes à adopter de nouvelles approches reconnaissant le rôle croissant des technologies numériques dans les industries culturelles. Les thèmes abordés par les participants se sont axés sur le financement l'industrie du contenu culturel numérique et les start-ups dans les pays arabes, la création de contenu et l'économie culturelle numérique pour le développement durable, et le rôle de la création de contenu culturel et de l'économie culturelle numérique dans la réalisation des Objectifs de développement durable. En outre, l'Observatoire de [l'ALECSO a publié le troisième bulletin statistique pour 2021 intitulé « Le patrimoine culturel mondial dans les pays arabes »](#) (World Cultural Heritage in the Arab Countries, en anglais), comprenant des données et des indicateurs sur le patrimoine culturel matériel et immatériel, ainsi que sur les biens patrimoniaux en danger, dans le monde et dans les pays arabes.



Par ailleurs, l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ICESCO), et le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication du Royaume du Maroc, a proclamé [Rabat capitale mondiale de la culture islamique 2022 pour la région arabe](#), dans le cadre du programme des capitales mondiales de la culture islamique de l'ICESCO. Chaque année, trois capitales de la culture islamique, représentant les régions arabe, asiatique et africaine, sont sélectionnées.

Le think tank du Centre Abdulaziz pour la culture mondiale (Ithra) et l'Economist Intelligence Unit ont publié un rapport intitulé « La culture au 21ème siècle » (Culture in the 21st Century, en anglais) sur l'état actuel de l'offre et de la consommation culturelle dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'Ithra a, par ailleurs, élaboré un rapport sur le « paysage culturel et créatif » de l'Arabie saoudite et un autre sur l'impact de la COVID-19 sur les industries culturelles.



Lisheng Chang/Unsplash.com

Les organisations intergouvernementales sous-régionales de la Communauté des États indépendants (CEI) ont déclaré 2022 Année de l'art et du patrimoine culturel des peuples, en reconnaissance du fait que la culture joue traditionnellement un rôle important dans la préservation des liens historiques et le rapprochement des peuples. Une centaine d'événements seront organisés au cours de l'année pour renforcer les liens avec le patrimoine de la région et encourager la coopération dans le domaine de la culture, du tourisme et du sport. Les douze pays de la CEI sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Moldavie, la Fédération de Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

Les ministres du Commerce du Forum des Îles du Pacifique ont adopté la Stratégie régionale d'E-commerce du Pacifique et la feuille de route qui se concentre sur les activités commerciales numériques qui bénéficieront d'une approche régionale. Le document identifie comme « opportunités d'exportation significatives » les industries créatives, l'artisanat culturel et les textiles du Pasifika, ainsi que la perliculture traditionnelle.





Thomas Andreas/Shutterstock.com*

Le 20 octobre, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation des artistes et la reprise culturelle dans l'Union Européenne (UE). La Résolution exhorte la Commission et les États membres de l'UE à reconnaître la valeur intrinsèque de la culture, ainsi que le rôle fondamental de la culture pour la société, le progrès et le bien-être, l'économie et l'inclusion, et à traduire cette reconnaissance en appui financier adéquat et continu ainsi qu'en soutien structurel. Elle invite également la Commission à consolider les politiques relatives aux industries et secteurs culturels et créatifs, notamment à la lumière des opportunités croissantes dans le CCSI en direction des jeunes, créées par le champ numérique. En parallèle, la Commission européenne a entamé des réflexions sur le Pacte européen pour les compétences dans les secteurs culturel et créatif lors d'une réunion de lancement le 15 octobre. Toujours au Parlement européen, la Commission de la culture et de l'éducation a procédé à un échange de perspectives avec la Commission européenne sur la manière de promouvoir les talents féminins afin de soutenir les carrières artistiques professionnelles des femmes, dans le cadre de sa Semaine pour l'égalité des genres.



Il a également été question de l'exploitation du potentiel de la culture pour les relations extérieures de l'Union européenne lors de l'audition publique entre le Comité de l'Union européenne sur la culture et l'éducation et le Comité des affaires étrangères, le 14 octobre dernier. Les députés ainsi que les experts invités (dont l'UNESCO) ont échangé sur la manière dont la culture pourrait mieux figurer dans les relations extérieures de l'UE en tant que soft power pour favoriser le développement économique et social durable, promouvoir la paix et lutter contre la radicalisation, et renforcer la coopération en matière de protection du patrimoine culturel. L'audition publique a également examiné la mise en œuvre de la résolution de 2017 intitulée « Vers une stratégie de l'UE pour les relations culturelles internationales ».

Le Conseil nordique des ministres de la culture a publié en novembre une déclaration visant à reconnaître que l'art et la culture ont une valeur intrinsèque indispensable, en mettant particulièrement l'accent sur la culture et la langue, la liberté d'expression, la numérisation et la coopération internationale (notamment sur le changement climatique).



Taino Idol. Yakov Oskanov/Shutterstock.com

L'Organisation des États ibéro-américains (OEI) a commémoré le 15^{ème} anniversaire de la Charte culturelle ibéro-américaine. Cette commémoration, organisée à Montevideo (Uruguay) pendant le Congrès Ibéro-américain, avait pour objectif, de revoir cet instrument et réaffirmer ses objectifs, ses priorités et ses défis pour les années à venir. Le Secrétaire général de l'OEI a également mis en avant le récent rapport intitulé «La contribution de la culture au développement économique en Amérique latine» (The contribution of culture to economic development in Latin America, en anglais), tandis que le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la culture, M. Ernesto Ottone R., 'a mis l'accent sur le rôle de la Charte et ses liens avec la mise en œuvre 'du Programme 2030. Avec le lancement de cette Charte, la valeur de la culture en tant que pilier indispensable du développement social et économique de la région a été reconnue pour la première fois dans la région ibéro-américaine, dont la population de près de 700 millions d'habitants, fait partie des plus diversifiées dans le monde.

Par ailleurs, la République Dominicaine a organisé la XXI^{ème} Conférence Ibéro-américaine des ministres de la culture, le 21 octobre. Pendant la Conférence, les ministres ont approuvé une Déclaration sur une série de mesures visant à stimuler le secteur culturel, considérées comme essentielles pour la relance après la crise multidimensionnelle occasionnée par la pandémie de COVID-19, dont notamment le Fonds ibéro-américain de garantie réciproque. La Déclaration s'engage également à mettre en œuvre et à développer la Stratégie ibéro-américaine de la culture et du développement durable approuvée lors du XXVII^{ème} Sommet ibéro-américain qui s'est tenu en avril dernier à Andorre, un outil définissant le rôle central de la culture dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Le premier Forum Caraïben orange (Caribbean Orange Forum, en anglais) s'est également tenu en République Dominicaine. Ce forum s'est articulé autour d'un ensemble de réunions multi-sectorielles visant à connecter l'écosystème de l'économie créative (également connue sous le nom d'«économie orange») et les industries créatives dans les Caraïbes. Le Forum a eu pour objectif de renforcer la formalité du secteur créatif en tant que secteur économique contribuant au développement durable et à la croissance de la région. Il également pour ambition de promouvoir la conversation autour des industries culturelles et créatives dans la région et à faire de la République dominicaine un centre créatif pour les Caraïbes.



LA CULTURE DANS LES EXAMENS NATIONAUX VOLONTAIRES

Dans leurs Examens nationaux volontaires (ENV), les États membres reconnaissent de manière croissante l'importance de la culture comme levier pour la réalisation du Programme 2030. La culture est le pont qui traduit les ambitions internationales en réalités nationales et locales, de l'inclusion sociale, à la lutte contre le changement climatique, de la sécurité alimentaire à la reconstruction de communautés au lendemain de conflits, et de l'apprentissage tout au long de la vie au renforcement des institutions. Environ deux tiers des ENV soumis à l'ONU par les États membres, afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation du Programme de développement durable, mentionnent la culture. Sur cette base, l'UNESCO œuvre à mettre en évidence des liens entre la culture et les 17 Objectifs de développement durable.

La culture joue un rôle important pour la sécurité alimentaire, particulièrement au regard de la pandémie, en liant l'ODD 2 (faim « zéro »), l'ODD 3 (bonne santé et bien-être) et l'ODD 12 (consommation et production durables). Elle est un vecteur important pour la sauvegarde de l'identité culturelle des communautés. La médecine traditionnelle et les connaissances autochtones ancestrales sont reconnues comme des composantes essentielles des systèmes nationaux de santé. En outre, le pouvoir de guérison de la culture dans les situations post-catastrophe est également reconnu, tout comme la nécessité d'intégrer la culture dans les politiques de réduction des risques de catastrophe, bien qu'à un degré moindre.



CULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les Seychelles mentionnent l'importance de la pêche artisanale pour la sécurité alimentaire, l'emploi, et l'identité culturelle, particulièrement le poisson de la cuisine créole qui est à la fois un aliment de base et un mets délicat. Le secteur agricole de **Samoa** renforce le renouveau des pratiques traditionnelles, face à l'impact de la pandémie de COVID-19, en particulier la production de cultures sous-utilisées et très nutritives, comme le laupele. **Chypre** promeut également la gastronomie et les systèmes alimentaires traditionnels pour une agriculture durable, tandis que l'Institut national de l'emploi et de la formation professionnelle de **l'Uruguay** propose des cours pour le développement des compétences culinaires et des connaissances sur la manière de revaloriser la gastronomie locale à partir de la cuisine et des ingrédients locaux. Certains pays ont renforcé leur mise en œuvre de l'ODD 11 (villes) par des politiques de festivités alimentaires locales, comme la politique alimentaire 2015-2020 de **l'Estonie** et le plan alimentaire gastronomique Euskadi de **l'Espagne**, qui vise à promouvoir la culture alimentaire locale pour renforcer l'identité culturelle, ainsi que la consommation durable. **Saint-Marin** mentionne une initiative visant à stimuler les expériences alimentaires locales en utilisant des produits alimentaires et viticoles traditionnels pour la promotion du tourisme durable. Son musée de la vie rurale a également organisé plusieurs ateliers de redécouverte des traditions culinaires pour les adultes et les enfants. Enfin le VNR du **Paraguay** met en avant l'initiative Semilla Roga, menée par des femmes autochtones, qui vise à créer un marché de semences biologiques et à promouvoir la sécurité alimentaire et l'inclusion sociale.





LA DIMENSION CULTURELLE DES SOINS

Les pratiques et comportements culturels ont des implications pour les systèmes de santé, comme l'ont souligné les ENV de l'**Indonésie**, des **Îles Marshall** et de l'**Équateur**, qui mentionnent l'usage de la médecine traditionnelle et des connaissances autochtones ancestrales dans leurs politiques de santé nationales. Les ENV de l'**Inde** accordent également une grande importance à la médecine traditionnelle indienne, l'Ayush, en tant que partie intégrante du système de santé, avec des hôpitaux spécifiques pour ses programmes de traitement et de recherche. L'ENV des **Palaos** fait état de plusieurs initiatives pour l'intégration de la médecine traditionnelle dans le système de santé du pays, notamment un manuel de soins de santé primaires qui rassemble des recherches scientifiques rigoureuses sur la médecine traditionnelle, ainsi qu'une loi de 2018 visant à créer un cadre national pour l'accès et les bénéfices justes et équitables des connaissances traditionnelles dans les systèmes de santé. Enfin, l'initiative de la **Chine** « Santé et Route de la Soie » approfondit également les liens entre les connaissances traditionnelles en matière d'information sur les épidémies, de prévention et de contrôle des maladies, d'herbes et de médicaments traditionnels, par le biais de sa politique nationale de santé.



“ Aux Palaos, les arts de la médecine traditionnelle sont considérés comme un savoir secret précieusement gardé et transmis à travers les générations familiales. Ces dernières années, des collaborations se sont tissées avec les praticiens de la médecine occidentale et plus traditionnelle.

- Les Palaos, ENV 2019

Antonova Ganna/Shutterstock.com*

LA CULTURE DANS LES SITUATIONS DE CATASTROPHE

Certains pays ont souligné le rôle de la culture comme levier de la relance et de la résilience en situations d'urgence. L'initiative du **Japon** « Sport pour demain » (Sport for tomorrow, en anglais) lancée en préparation des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020, avait pour objectif de faire bénéficier de soins post-conflit et post-catastrophes à 12 millions de personnes dans 204 pays et régions en renforçant la coopération internationale et l'identité par le sport. Parallèlement, des pays comme le **Bénin** ou le **Bhoutan** affirment que la culture est incluse dans leurs politiques de réduction des risques de catastrophe, limitant notamment l'impact des catastrophes sur leurs infrastructures culturelles dont certaines sont causées par le changement climatique.



PLATEFORME INTERAGENCES DE L'UNESCO SUR LA CULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



GoodStudio/Shutterstock.com*

Le premier atelier de la Plateforme inter-agences de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable, mise en place pour développer des approches et réflexions intégrées, s'est tenu le 3 novembre sur le thème des inégalités. Bien que la devise de « **ne laisser personne pour compte** » soit au cœur de du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les « inégalités » revêtent un concept extrêmement complexe et multiforme. À travers ses différentes cibles, l'Objectif de développement durable 10 touche aux dimensions sociales, économiques et politiques des inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux. Ne laisser personne pour compte constitue également l'objectif visé à travers l'un des 12 domaines d'action du rapport du Secrétaire général des Nations Unies, « Notre programme commun », publié en septembre 2021.

Mettant en relief la nécessité de stimuler l'**Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)** à travers l'**économie créative**, les participants à la réunion ont également souligné l'importance stratégique de cette dernière pour la promotion de l'inclusion sociale, de l'égalité des genres et de l'engagement actif de la **jeunesse** – d'autant plus que les jeunes de 15 à 29 ans constituent la tranche d'âge la plus représentée parmi les professionnels du secteur culturel. Par ailleurs, les échanges ont reconnu que les connaissances traditionnelles et le **patrimoine culturel immatériel** peuvent inspirer des modèles fondés sur le marché en vue de promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés, identifiant en particulier l'apport potentiel des connaissances alimentaires traditionnelles dans le contexte de l'économie verte en plein essor. En outre, il est ressorti des discussions que le travail décent comprend aussi le dialogue social, la protection et l'accès aux droits, et que la **liberté artistique** devrait être liée à la liberté d'association et à la négociation collective afin de garantir un marché du travail équitable dans le secteur de la culture, notamment en abordant des problèmes tels que la violence et le harcèlement dans l'environnement de travail.

Les intervenants de la session ont par ailleurs souligné que l'inclusion de communautés plus larges – en particulier les migrants et les personnes en situation de handicap – devrait être au cœur des efforts conjoints pour la réduction des inégalités et la protection de la diversité culturelle. Le renforcement de l'effet multiplicateur des activités culturelles sur l'inclusion sociale – en particulier par le biais de l'**éducation artistique** – devrait davantage être exploré à travers un recensement des initiatives existantes, des échanges et mises en réseau qui favorisent l'inclusion et l'amélioration de la productivité dans des actions entreprises en tant que système unifié. Les politiques d'inclusion pour l'engagement et la participation des **peuples autochtones** représentent une voie importante de coopération. Celles-ci devraient englober le patrimoine culturel et les systèmes de connaissances traditionnelles, notamment dans le cadre de la résolution des conflits et de la consommation alimentaire, ainsi que de l'adaptation au climat et de l'atténuation de ses effets.





Le groupe de travail sur les inégalités a convenu de concentrer ses efforts sur 6 axes :

- ▶ Renforcer l'engagement politique et la recherche pour garantir un accès équitable et la diversité culturelle dans **l'environnement numérique** ;
- ▶ S'appuyer sur **l'économie culturelle et créative** pour promouvoir une croissance durable et inclusive, en impliquant particulièrement les travailleurs du secteur informel et les groupes marginalisés ;
- ▶ Renforcer la réglementation et les dispositifs de soutien public pour assurer **la protection sociale et la juste rémunération** (en ligne et hors ligne) des professionnels de la culture ;
- ▶ Promouvoir des partenariats innovants pour **collecter des données** et documenter la contribution socio-économique du secteur culturel ;
- ▶ Développer des synergies entre **la culture et l'éducation** en renforçant les politiques et les investissements dans l'EFTP, l'éducation artistique et l'éducation au patrimoine ;
- ▶ Créer des synergies entre différents domaines d'action afin de promouvoir un **tourisme culturel** inclusif, socialement responsable et moteur du développement durable.



PROCHAINES ÉTAPES

La Plateforme inter-agences de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable organisera de nouveaux ateliers portant sur d'autres thèmes essentiels dans les mois à venir.



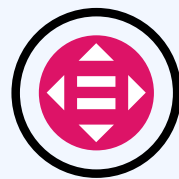
11 MAI 2021

Réunion d'inauguration de la Plateforme inter-agences de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable (PICDD)



30 SEPTEMBRE 2021

Seconde réunion de la PICDD



3 NOVEMBRE 2021

Premier atelier thématique sur la culture pour la réduction des inégalités



7 DÉCEMBRE 2021

Second atelier thématique sur la culture pour le dialogue et la paix



26 JANVIER 2022

Troisième atelier thématique sur la culture pour l'action climatique



MARS 2022

Session de conclusion sur les résultats des ateliers thématiques



28-30 SEPTEMBRE 2022

Conférence mondiale sur les politiques culturelles et le développement durable - Mondiacult 2022



EN SAVOIR PLUS



LE RÔLE TRANSVERSAL DE LA CULTURE : ÉVOLUTIONS RÉCENTES

JUIL. 2021

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES SUR LA CULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

“ Les récentes évolutions politiques témoignent du pouvoir de la culture dans la redéfinition du paysage des politiques publiques... Aujourd'hui, on observe un élan croissant pour capitaliser sur la culture en tant que bien commun, et s'appuyer sur son pouvoir de transformation pour rendre les sociétés plus stables économiquement, plus inclusives, plus harmonieuses et plus durables sur le plan environnemental.”

EN SAVOIR PLUS



blurAZ/Shutterstock.com*

OCTOBRE 2021



DÉCLARATION FINALE DES LEADERS DU G20

“ Rappelant que la culture a une valeur intrinsèque, nous soulignons le rôle de la culture et des professionnels et des entreprises des secteurs de la culture et de la création pour le développement durable et pour renforcer la résilience de nos économies et de nos sociétés et les redynamiser, en soulignant l'importance des efforts internationaux de préservation et de promotion de la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) jouant un rôle clé dans ce domaine, et la nécessité de soutenir les personnels, y compris dans secteur de la culture, en facilitant l'accès à l'emploi, la protection sociale, la transformation numérique et les mesures de soutien aux entreprises”

EN SAVOIR PLUS

OCTOBRE 2021

LANCEMENT DES PROJETS PILOTES SUR LES INDICATEURS CULTURE|2030

La mise en œuvre pilote du cadre des Indicateurs Culture|2030, qui établit une méthodologie pour démontrer le rôle et la contribution de la culture à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable des Nations Unies, a été lancée aux Philippines, au Burkina Faso, en Colombie et au Vietnam. Des ateliers de lancement sont prévus au Portugal, en Roumanie et en Serbie dans les semaines à venir.

EN SAVOIR PLUS



NOVEMBRE 2021



blurAZ/Shutterstock.com*

NOUVELLE RÉOLUTION DES NATIONS UNIES SUR LA CULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, NOVEMBRE 2021

“ Souligne l'importante contribution de la culture en ce qui concerne les trois dimensions du développement durable et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau des pays, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses Objectifs de développement durable ainsi que des autres objectifs adoptés au niveau international »

EN SAVOIR PLUS



CAMPAGNES DE L'UNESCO ET PUBLICATIONS RÉCENTES



RESILIART X MONDIACULT

À l'approche de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable – Mondiacult 2022, l'UNESCO s'appuie sur son mouvement ResiliArt afin de recueillir des éléments d'information sur les besoins, les lacunes et les opportunités en constante évolution sur le terrain pour alimenter le processus préparatoire de la conférence. ResiliArt x Mondiacult constitue une plateforme inclusive et accessible à toute partie prenante intéressée, permettant de contextualiser les discussions de haut niveau qui mèneront jusqu'à Mondiacult.

EN SAVOIR PLUS

FORÊTS DU PATRIMOINE MONDIAL : PUIITS DE CARBONE SOUS PRESSION

Malgré leur reconnaissance mondiale et leur statut de zone protégée au niveau national, 10 forêts du patrimoine mondial ont été des sources nettes de carbone entre 2001 et 2020 en raison de facteurs de stress anthropiques, notamment l'utilisation des terres et le changement climatique. L'utilisation des ressources et des perturbations plus intenses et de plus en plus fréquentes, comme les feux de forêt, sont susceptibles d'affaiblir les puits de carbone des forêts du patrimoine mondial dans les années à venir.

EN SAVOIR PLUS



Ce bulletin est produit par l'UNESCO en langues française et anglaise.

Nous comptons sur des partenaires pour soutenir sa production dans les autres langues officielles de l'UNESCO afin d'élargir le débat mondial sur la culture et les politiques publiques.

Une contribution, une idée ou une question ?

Écrivez à l'équipe des
Politiques culturelles et du développement
Culture.Forum@unesco.org

Suivez-nous sur les réseaux sociaux : **#PartagezlaCulture**
en.unesco.org/culture-development

Retrouvez tous les précédents numéros du Tracker à l'adresse :
en.unesco.org/culture-development/tracker

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
sous la licence CC-BY-SA 3.0 IGO



ISSN: 2789-2328

La présente licence concerne exclusivement les textes.
Les images marquées d'un astérisque (*) ne sont pas couvertes par la licence CC-BY-SA et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.
Graphisme réalisé via Canva.com.

Pour l'utilisation des éléments graphiques, merci de vous référer aux [Termes d'utilisation](#) de Canva.